

L'équipe du journal **Le Monde d'Aujourd'hui** souhaite un bon mois de Ramadan à toute la Oumma islamique!

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33

E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD'HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

7^{ème} année

N°341 DU MERCREDI
22 MAI 2019

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

À propos de sa candidature pour l'élection présidentielle 2021

Le général Salou Djibo dément et confirme

Il a davantage conforté les Nigériens dans l'idée qu'il est désormais en pôle-position dans la course à l'élection présidentielle de 2021. « S'il a agi ainsi en pensant rassurer ou endormir ceux qui, comme Mohamed Bazoum, doivent se faire du souci, il se leurre », a indiqué un observateur. Quoi qu'il en soit, Salou Djibo sera bientôt obligé de se découvrir si son intention est de se lancer en politique.



Pourquoi le Général Salou Djibo a peur d'annoncer sa candidature dès maintenant ?

Mnsd Nassara

Le jeu de l'équilibrisme ?

Insécurité la colère des Nigériens :

Contre les terroristes, le gouvernement de Brigi Rafini et les bases militaires étrangères



Lettre au "président de la République"

Monsieur le "Président",

Vos compatriotes se demandent comment pouvez-vous être le chef suprême des armées, perdre des hommes dans les conditions que l'on sait et avoir le cœur aux réjouissances ?

Je n'emprunterai pas la langue de bois pour vous rapporter l'état du pays, les sentiments qui animent vos compatriotes, suite à la succession de ces tragédies humaines qui endeuillent notre pays et les postures et réactions inappropriées, sinon désobligeantes que vous... Je ne puis, bien évidemment, vous rapporter au mot près tout ce qui se dit.

Le pays tout entier pleure ses enfants, envoyés presque au sacrifice rituel pour mourir. Mourir, non pas pour alimenter, donner des ailes et faciliter la tâche à des terroristes qui rêvent d'espace territorial sur la terre de nos ancêtres. Car, lorsque, dans des missions d'une si grande dangerosité, l'on envoie une cinquantaine de jeunes soldats de la classe 2017 et 2018, très loin de leurs bases et non suffisamment équipés, la chose a plus l'air du sacrifice rituel que de mission militaire. Le Niger tout entier pleure et vous en veut. Tant de jeunes meurent, dans des conditions choquantes, il faut le dire. Vos compatriotes vous en veulent et vous tiennent pour le premier responsable de cette hécatombe qui se poursuit, mais c'est surtout votre tenue face à ces drames qui choquent et déconcertent. Plus que ces drames, vos compatriotes sont au bord de la colère à cause de votre attitude, de votre façon de gérer la question de l'insécurité, de votre propension à préférer le discours là où des hommes tombent comme des mouches. Certains de vos compatriotes parlent ainsi de mépris de votre part pour le peuple nigérien. D'autres parlent plutôt de méchanceté vis à vis d'un peuple que vous savez hostile à votre gouvernance. Dans les deux cas, ils sont furieux et je puis vous assurer qu'ils ne sont pas loin de la révolte populaire. Partout, les Nigériens font votre procès et la sentence n'est pas pour réjouir.

Monsieur le "Président"

« Ceux qui vont mourir vous saluent ». Ils ne voudraient ni fathia ni hommage posthume, encore moins de décorations. Vos compatriotes se demandent comment pouvez-vous être le chef suprême des armées, perdre des hommes dans les conditions que l'on sait et avoir le cœur aux réjouissances ? Ils ne comprennent pas que vous décrétiez un deuil de trois jours sans avoir pris le soin de mettre un terme à ces ruptures collectives qui tournent au festin et aux jubilés. Le deuil est antinomique de la fête. C'est franchement offusquant. Ce sont, tout de même, une trentaine d'hommes qui sont tombés sous les balles terroristes, en mission commandée. Pourtant, vous n'avez même daigné leur donner le droit à l'hommage attendu de la nation. C'est ce qu'il y a de plus logique et de plus mérité. Cet hommage leur a été refusé et ils ont été nuitamment enterrés comme s'il s'agissait de ces vulgaires trafiquants de drogue qui peuplent nos institutions et qui ont manifestement plus de considération que les honnêtes citoyens nigériens et même les soldats au front. Je ne peux rien

vous cacher sur ma colère personnelle. En refusant cet hommage des plus légitimes au lieutenant Hassane Djibrilla et ses hommes, vous avez fini par donner raison à ceux qui disent que vous avez du mépris pour le peuple nigérien. Hassane Djibrilla et ses hommes, tombés sur le champ d'honneur, les armes à la main, méritent certainement mieux que cet enterrement à la va-vite.

Monsieur le "Président"

Avez-vous, en tant que chef suprême des armées, une idée précise du nombre d'hommes fauchés par le terrorisme depuis que vous avez déclaré que le Niger sera le tombeau de Boko Haram ? Certaines sources, non officielles, parlent de plus de 2000. En tout état de cause, votre bilan ne saurait que ce que vous offrez à vos compatriotes. Or, ce que vos compatriotes retiendront de vous, ce sont ces morts en cascade qui sont imputées au terrorisme et au banditisme transfrontalier, notamment dans les rangs de l'armée, ce trafic de drogue qui finance le terrorisme et le banditisme transfrontalier et dont les ténors sont autour de vous, du Premier ministre et du président de l'Assemblée nationale, ces détournements massifs de deniers et biens publics jamais égalés, cette rupture d'égalité flagrante des Nigériens devant la loi, l'instrumentalisation de la justice à des fins politiques, votre parti pris qui ne souffre d'aucun doute, la violation répétée de la constitution dont vous vous êtes régulièrement rendu coupable, le hold-up électoral, etc.

Très tôt, j'ai attiré votre attention sur la méfiance que vous devez avoir vis-à-vis de ces griots qui font office de conseillers et dont le propre est de faire ce qu'ils savent faire le mieux, c'est-à-dire vous flatter, vous encenser, voire louer en vous des qualités et des valeurs qui n'existent pas. Malheureusement, à mes conseils avisés et désintéressés, vous avez préféré ces relations "incestueuses" avec des individus qui cherchent, sinon à faire prospérer leurs sales affaires, du moins à faire aboutir des projets diaboliques qui sont à mille lieues des... du Niger et de son peuple.

Monsieur le "Président"

À propos de ces lugubres individus que vous auriez dû tenir éloignés de votre gouvernance, pour le bien du Niger et de son peuple auxquels vous avez juré fidélité et loyauté, j'ai appris la disparition mystérieuse d'un d'entre eux, un certain Oumarou Roua, le 11 avril 2019. Conseiller du Premier ministre, Brigi Rafini, cet individu a disparu dans la région de Tongo-Tongo où il s'est rendu pour rencontrer un émissaire du groupe Etat islamique au grand sahara (EIGS), ce même groupe qui a revendiqué le massacre, le 14 mai dernier, d'une trentaine de soldats nigériens, dont le lieutenant Hassane Djibrilla. Il aurait reçu une invitation téléphonique d'un des lieutenants du chef de l'EIGS, ce qui prouve que ce collaborateur du Premier ministre a des contacts réguliers avec

des terroristes. L'objectif de ce Roua, semble-t-il, serait d'obtenir la libération d'un humanitaire allemand enlevé un an auparavant. Ce qui veut dire qu'il était en mission commandée par ses supérieurs hiérarchiques. D'ailleurs, il a fait, selon Radio France internationale (Rfi) le déplacement avec un chargé de mission de la Haute autorité à la consolidation de la paix dirigée par le général Abou Tarka.

Monsieur le "Président"

Cette sombre histoire d'Oumarou Roua est une preuve, parmi tant d'autres, que vous avez flirté avec des milieux et des individus peu recommandables, pour ne pas dire à éviter par tous les moyens. C'est votre péché originel. Proche parent de Gandou Zakara et partisan politique de Mohamed Bazoum, ce Oumarou Roua n'est qu'un cas parmi ces fréquentations plus que douteuses dont vous vous êtes très tôt encombré, faisant de votre magistère le paradis des narcotrafiquants et autres bandits de grand chemin. La conséquence est lourde pour le Niger qui n'a pas fini de compter ses morts, sous les balles de terroristes qui squattent les couloirs de la présidence de la République, vos quartiers, ceux du Cabinet du Premier ministre et du président de l'Assemblée nationale. Ce sont ces relations que j'appelle les relations "incestueuses" de la 7e République. Ces relations, dont tout le monde a, aujourd'hui connaissance, trahit considérablement l'inertie et l'impuissance de votre gouvernement face au trafic de drogue alors qu'un de vos collaborateurs, en l'occurrence Mohamed Bazoum, a reconnu que c'est ce trafic de drogue qui finance le terrorisme et le banditisme transfrontalier. C'est vous dire que vous ne saurez remporter la moindre victoire contre le terrorisme et que vos discours ne sont que de vains mots lancés pour la satisfaction idéologique d'un Occident très sensible aux apparences. Ne croyez pas que je sois si crédule au point de ne pas comprendre que l'Occident exploite à bon escient de telles postures chez nos chefs d'Etat, demandant, contre leur silence et leur laisser-faire, des choses qu'ils ne sauraient obtenir autrement.

Monsieur le "Président"

De ces choses, je retiens l'installation de bases militaires étrangères que vous avez autorisée en violation de la Constitution. D'abord la France, puis les Etats-Unis, ensuite l'Allemagne et l'Italie, chaque pays fait la pression nécessaire pour obtenir sa part de portion de territoire nigérien à contrôler. Le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corromp absolument et empêche des fois d'avoir le discernement indispensable à la conduite des affaires publiques. Vos compatriotes savent désormais à qui ils ont affaire. Ils savent ce qui vous préoccupe et ont acquis la certitude que le meilleur, ils doivent l'attendre avec quelqu'un d'autre, pas vous.

Mallami Boucar

À propos de sa candidature pour l'élection présidentielle 2021

Le général Salou Djibo dément et confirme

Depuis qu'il a demandé à partir de l'armée pour convenances personnelles, le général Salou Djibo, le tombeur de Mamadou Tanja, est au centre de toutes les discussions, sur les réseaux sociaux, dans les salons, dans les fadas, partout. La question centrale que les Nigériens se posent est là : pourquoi le soldat a-t-il décidé de ne plus faire partie des effectifs de l'armée ?

La décision du général prête d'autant à discussion qu'elle jette le pavé dans la mare, brouillant les pistes aux analystes politiques déjà mal fagotés avec les contradictions internes au Pnds Tarayya et cette histoire de l'article 47 dont le débat fait rage actuellement. Décidé à deux ans de l'élection présidentielle que convoitent, entre autres, Hama Amadou, Mohamed Bazoum et Seïni Oumarou, le départ à la retraite anticipée du général Salou Djibo vient semer le doute dans l'esprit de tous ceux qui n'ont pas voulu croire en l'existence d'un deal entre le soldat et Issoufou Mahamadou. Et pourtant...

Mis mal à l'aise par le débat qui a cours autour de sa personne et d'éventuelles intentions de retour sur la scène politique à la ATT, Salou Djibo n'a pas tenu longtemps avant de craquer. Le lundi 20 mai 2019, alors que personne ne s'y attendait, vraiment, le soldat a rendu public un communiqué par lequel il dément toute intention de sa part de se lancer en politique. C'est de bonne guerre, soutiennent les analystes politiques qui soutiennent que le soldat Salou a démenti et a confirmé ce qui se murmure. Dans ce communiqué alambiqué signé de Hama Hamadou, cet ancien directeur général de la SOPAMIN [Ndlr : Société de patrimoine des mines du Niger] cité dans l'uraniumgate et qui serait le porte-parole du général, Salou Djibo indique « en ce qui concerne un éventuel engagement politique, le *Général Djibo SALOU*, sur le fondement des droits civiques reconnus à tout citoyen nigérien, rassure l'opinion nationale qu'il

fera connaître sa décision en temps et en lieu, sans aucun mystère ». S'il a dérogé en touche à propos du parti MPS (Mouvement patriotique du salut) Magama dont on lui impute la paternité, le désormais ex-général de l'armée nigérienne n'a pas réfuté l'éventualité de le voir dans l'arène politique. « Je ferai savoir ma décision en temps et en lieu, sans aucun mystère », précise-t-il.

Le communiqué comporte des zones d'ombre et il est certain que Salou Djibo n'a fait qu'envenimer les choses. Il a davantage conforté les Nigériens dans l'idée qu'il est désormais en pôle-position dans la course à l'élection présidentielle de 2021. « S'il a agi ainsi en pensant rassurer ou endormir ceux qui, comme



Mohamed Bazoum, doivent se faire du souci, il se leurre », a indiqué un observateur. Quoi qu'il en soit, Salou Djibo sera bientôt obligé de se découvrir si son intention est de se lancer en politique. Il confirmerait ainsi l'existence de ce deal que la succession des faits politiques et ses actes tendent à confirmer mais qu'il s'ingénie à nier.

Doudou Amadou

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU GÉNÉRAL À LA RETRAITE DJIBO SALOU

Comme chacun le sait, le *Général Djibo SALOU* est en retraite anticipée depuis le 15 mai 2019. Cet événement a fourni une nouvelle occasion à certaines personnes de faire circuler des informations les plus fantaisistes les unes que les autres dans la presse et sur les réseaux sociaux.

Désormais libéré de ses obligations de réserve, le *Général Djibo SALOU* entend communiquer par le biais de personnes mandatées par lui sur toute allégation le concernant, notamment si cette allégation n'est pas conforme à la vérité ou est de nature à troubler la paix sociale.

C'est ainsi qu'il entend faire une mise au point sur trois allégations qui circulent ces derniers temps en lien avec son départ à la retraite.

La première allégation concerne les conditions de ce départ. Le *Général Djibo SALOU* tient à rassurer l'opinion nationale que la décision de sa mise à la retraite a été effectivement prise par la hiérarchie militaire à sa demande, pour convenances personnelles.

La deuxième allégation relie ce départ à la retraite à un supposé deal régulièrement évoqué depuis plusieurs années, deal qu'il aurait conclu durant la transition de 2010-2011 avec les autorités actuelles. Le *Général Djibo SALOU* dément avoir négocié et a fortiori signé quelque entente que ce soit ou mandaté qui que ce soit pour le faire. Le *Général Djibo SALOU* a entendu parler de cette prétendue entente par les médias comme tous les Nigériens et presse toute personne en possession

d'un document prouvant l'existence d'un tel accord à le divulguer afin que ses auteurs soient identifiés, que vérité soit faite une fois pour toutes et que les auteurs en assument toutes les conséquences.

La troisième allégation qui circule depuis peu, notamment sur les réseaux sociaux, prête au *Général Djibo SALOU* l'intention de prendre la tête d'un parti récemment créé, dont la paternité a déjà été attribuée à plusieurs autres personnalités, et d'en être le candidat aux élections présidentielles de 2021. Le *Général Djibo SALOU* tient à faire savoir qu'il n'est pas à l'origine de la création de ce parti, qu'il n'a pas de contact avec ses fondateurs et qu'il n'a jamais été question d'en être le candidat. Du reste, il n'est membre d'aucun autre des partis politiques en exercice.

Enfin, en ce qui concerne un éventuel engagement politique, le *Général Djibo SALOU*, sur le fondement des droits civiques reconnus à tout citoyen nigérien, rassure l'opinion nationale qu'il fera connaître sa décision en temps et en lieu, sans aucun mystère. Soucieux de la transparence et de l'information juste qui le concerne, le *Général Djibo SALOU* invite les médias à s'adresser dorénavant à moi en tant que son porte-parole, pour vérifier leurs informations afin d'éviter des spéculations qui ne servent personne.

Qu'Allah bénisse le Niger, l'inonde de sa paix et nous assure tous d'un bon ramadan !

Amine !

Fait le 20 mai 2019

Signé : Hama HAMADOU

Insécurité la colère des Nigériens : Contre les terroristes, le gouvernement de

Après l'horreur du quartier aéroport avec près de la soixantaine de morts, sinon plus, à l'issue de l'explosion d'un camion-citerne, voilà, pendant qu'on ne s'était même pas remis de ce drame et de ce deuil qu'un autre survient, comme si le pays devait payer le prix du parjure d'autorités qui semblent souvent avoir oublié la portée de leur serment pour se rabaisser à gouverner dans le mal et souvent dans la terreur : partout des feux et du sang !

Les autorités nigériennes, comme pour justifier qu'elles n'avaient pas eu tort d'inviter les forces étrangères impériales à s'installer dans le pays – se reprochant avec le recul sans doute la manière – crient à tue-tête que malgré le fait que le Niger soit entouré par de multiples foyers de tension, il reste un havre de paix, un îlot de bonheur que le monde envierait. Bah !

Il y a deux semaines, sur *France 24*, un spécialiste de ces questions au Sahel, comme commandé pour faire de la publicité au régime éreinté par les affres de l'étau de la guerre, faisait imprudemment la même analyse, trahissant sa science, pour dire, que le Niger serait le pays qui se serait le mieux défendu face au terrorisme contrairement au Burkina, le Tchad et le Mali qui n'auraient pas pu faire face au mal pour l'endiguer. Au Niger, cette analyse, somme toute farfelue, ne passe pas. Faut-il, parce qu'on n'avait pas été frappé dans la capitale, croire que le Niger résiste mieux à la menace terroriste ? Pourtant, cela fait bien longtemps que les spécialistes du terrorisme déploraient que le Niger soit le maillon faible de la sous-région dans la lutte globale contre le terrorisme. Comment croire d'ailleurs à cette analyse on ne peut plus subjective qui prétend que le Tchad dont on a si souvent sollicité les compétences dans la lutte anti-terroriste, donnant à l'occasion les preuves que ses soldats sont mieux aguerris, sont moins performants que le Niger ? Issoufou lui-même n'était-il pas parti précipitamment, au plus fort de la menace Boko Haram, pour solliciter l'aide d'Idrissa Deby l'ancien Grand frère, pour faire face aux incursions sanglantes de ces barbares, humiliant encore les Nigériens qui avaient une réelle confiance en leur armée mais qui pour une fois, devraient être obligés de se contenter du secours d'un autre, après l'installation tout azimut de forces étrangères dans le pays et dont on s'interroge autant de l'opportunité que des clauses jamais révélées au peuple de ces liaisons militaires dangereuses, en tout cas inquiétantes et obscures. Ces précautions multiples de la Renaissance n'ont hélas pas permis de nous mettre à l'abri des attaques incessantes des terroristes qui ne passent pas une semaine sans qu'on ne parle d'eux, harcelant et



étendant leur pouvoir de nuisance.

Harcèlement

Depuis des jours, les attaques sont devenues récurrentes et violentes. La semaine dernière, presque simultanément, trois attaques ont été perpétrées dans le pays, à Koutoukalé, à quelques dizaines de kilomètres de Niamey la capitale, à Mangaïzé dans le département de Ouallam et à Dolbel, dans le département de Téra. Les trois attaques ont concerné la région de Tillabéri devenue une cible constante des terroristes qui écumant le Burkina, le Mali et le Niger. On peut observer que c'est pour la deuxième fois que la prison de Haute sécurité de Koutoukalé est attaquée par des «individus non identifiés», et pire, alors qu'on est si proche de Niamey avec tout l'armada qui est disponible et les forces étrangères dont certaines campent au niveau de l'aéroport et d'autres sont disséminées à travers le territoire national, sans que jamais, l'on ne puisse rattraper les assaillants, nous rassurant seulement par des interventions d'officiels, qui prétendent qu'une poursuite est engagée et que «le ratissage se poursuit». Le lendemain de ces attaques, on apprend que des militaires nigériens, ceux-là même qui étaient aux troupes des assaillants, sont tombés dans une embuscade : le bilan est lourd et terrifiant. 28 braves soldats sont tombés sur le champ d'honneur, sous le terrible soleil de mai, allongeant ainsi la longue liste des victimes du terrorisme dans le pays. Depuis des jours, l'on pleure ces «enfants» de la nation qui se sont sacrifiés pour la patrie. C'était le crime de trop, car comme dirait Bonkano Farey Ma Zobou, «demblement», 28 éléments des FDS sont morts, arrachés à leur jeunesse, aux leurs projets, à la nation, à l'affection de leurs familles. Qui pourrait tenir la comptabilité de tous ces hommes, braves soldats de leur pays, victimes du terrorisme, très peu honorés ? Nous avons payé un lourd tribut au terrorisme ! La recrudescence des attaques et de la violence dans la région de Tillabéri, où après Koutoukalé si proche de Niamey, Mangaïzé, Dolbel, Tongo-Tongo, ce fut le tour de Yatakala d'être attaqué, se soldant par l'enlèvement d'un véhicule. Et depuis ça fait grand bruit dans le pays, les Nigériens se



posent mille et une questions, indignés et tristes de remarquer que la Renaissance et ses alliés occidentaux ne sont pas à mesure d'assurer leur sécurité. Ils sont d'autant plus inquiets que la situation ne fait que s'empirer, couvrant davantage de départements dans la région où il n'y a plus que Kollo et Filingué à ne pas être touchés.

Vives réprobations...

Les Nigériens, dans leur ensemble, sont écoeurés, profondément dépités par ce qui arrive à leur pays depuis des jours. Comment se peut-il qu'on attaque à motos et que des assaillants si audacieux, opérant à proximité de Niamey, en plein jour, puissent repartir presque tranquillement après leur forfait, sans qu'on ne puisse les rattraper ? Et à dire, répétons-le, que certains étaient à moto ! Comment peut-on comprendre que des moyens aériens et des drones ne puissent pas être mis à contribution, pour repérer des malfaiteurs enfouis dans les buissons ? Et on enterre par paquets de jeunes soldats, sans que la République au nom de laquelle ils se sacrifiaient ne puisse leur rendre véritablement hommage à la hauteur de leur témérité. Il s'agit de garçons jeunes, souvent recrutés en 2017 seulement, pendant que le jeune officier qui les conduisait, lui-même ne devrait pas être plus âgé, n'ayant que la trentaine, portant le projet de convoler près prochainement en justes noces.

Quand on considère l'âge de ces soldats, l'on ne peut qu'avoir quelques frayeurs pour se demander où sont les «sénior» ? Sont-ils rangés pour quelques précautions inavouables ?

Les Nigériens sont d'autant plus dégoûtés par ces revers qui ne s'expliquent pas quand on leur apprend qu'« [...] ils sont tombés dans un traquenard tendu par une centaine d'assaillants montés sur une vingtaine de motos et dans cinq (05) véhicules 4x4. Les soldats loyalistes patrouillaient près du village de Baley Béri, lorsqu'un de leurs véhicules sauta sur une mine. La violente explosion et les tirs nourris des assaillants n'ont laissé aucune chance aux soldats qui tentaient de secourir les victimes de la mine. Malgré le risque de tomber dans de nouvelles embuscades, les premiers renforts terrestres sont arrivés sur le site à la tombée

Brigi Rafini et les bases militaires étrangères



de la nuit. Les recherches engagées ont permis de retrouver trois véhicules appartenant à l'armée nationale». De quoi se reproche le gouvernement pour enterrer rapidement, et en catimini, ainsi que le décrivent les familles endeuillées qui se plaignent de n'avoir même pas été informées officiellement, apprenant la nouvelle comme tout le monde sur les réseaux sociaux ou par quelques connaissances. Ne voit-on pas comment, ailleurs comme en France, la République rend hommage à ses braves fils qui tombent sur le champ d'honneur ?

Et les criminels étaient à moto nous dit-on ? Et comment se peut-il qu'une colonne d'une vingtaine de motos ne soit pas repérée par les nombreux drones dont se flattent les Etats-Unis et la France qui en abritent chez nous ? Il n'est que très irresponsable et imprudent de sous-traiter sa sécurité en la confiant à des forces étrangères, en la mettant en les mains de marchands d'armes qui trouvent ainsi le moyen de justifier et d'imposer des dépenses militaires et de trouver de potentiels clients à l'industrie de l'armement qui ne peut prospérer en temps de paix. Depuis que les Renaissants ont avoué leur incapacité à assurer notre sécurité, en prétendant que sans les forces étrangères, notre armée serait «sourde et aveugle», ne pouvant donc pas de ce fait faire confiance à nos soldats et faire confiance à leur gouvernance militaire, alors l'on ne peut que s'attendre à de telles déboires qui nous briment et nous humilient. Est-ce vraiment une réussite, ça ? De quoi peut se glorifier et se vanter le régime qui ne cesse de raconter qu'il aurait réussi à faire du Niger, au milieu des vagues furieuses d'un océan agité, un courant tranquille qui coulent doucereusement et mystérieusement au milieu des torrents furieux ? Non, le Niger est loin d'être un havre de paix. On ne le dira pas à ces populations de Diffa et de Tillabéri qui vivent l'horreur de la guerre. Le gouvernement lui-même semble s'être lassé d'avoir décrété des journées nationales de deuil, au point où gêné par tant de fiasco, par ses laxismes, nos morts n'ont plus l'hommage auquel ils ont droit légitimement. Les derniers événements de Tongo-Tongo étaient la goutte

d'eau qui a fait déborder le vase. On n'en peut plus de compter, sans que ça ne finisse, des morts alors même, que vaniteusement, les Rambo roses nous promettait que le Niger sera le tombeau de Boko Haram.

Les explications à l'emporte-pièce du ministre de la défense

Le gouvernement semble avoir entendu, peut-être même semble s'effrayer de l'ire de familles endeuillées et des colères qui grondent dans la société relativement à la situation sécuritaire. Enfin, on le voit qui communique – même en le faisant mal, très mal même – pour expliquer ce qui est arrivé. C'est d'abord une lettre de la sœur aînée du jeune officier supérieur adressée au président de la République et à la hiérarchie militaire qui avait circulé sur la toile, relayée par les réseaux sociaux. Elle exprimait l'indignation d'une sœur qui ne peut comprendre les légèretés avec lesquelles, le gouvernement a traité l'information. Si l'on peut être tenté de cacher l'information aux Nigériens, serait-il possible de la cacher à des familles touchées par le sinistre ? Alors même que l'autre cas, celui du jeune officier pilote, Tchambiano, reste encore frais dans les mémoires, comment pouvait-on tolérer cet autre laxisme ? Et partout, compatissant au malheur ressenti par des familles, des Nigériens exprimaient leur indignation et leur solidarité dans l'épreuve que vivent des familles et toute l'armée. Le ministre de la Défense a parlé. Pour certains, il aurait pu se dispenser de cette sortie car au lieu qu'elle calme des douleurs, elles les a plutôt ravivées. Comment peut-on dire que l'on savait que des attaques étaient imminentes et qu'on ne sache préparer la réponse appropriée, se laissant prendre au piège. Nous devons vraiment nous inquiéter pour notre sécurité. Pourquoi, le sachant, depuis Niamey, l'on n'avait pas organisé la riposte pour traquer l'ennemi, en le prenant en sandwich, lorsque la patrouille alertée, aidée par une couverture aérienne, barre la route aux assaillants pour leur empêcher de regagner leur tanière ? Le ministre, veut-il dire qu'ils savent que cela allait arriver mais qu'ils n'avaient pu rien faire ? C'est scandaleux.

Il est tout simplement impossible de comprendre ce ministre dans sa communication laborieuse. Est-il venu pour convaincre ou pour étaler leur impuissance face à la menace sécuritaire ? Il n'a rien dit qui puisse laisser croire qu'on peut encore espérer avec eux le meilleur pour le Niger. Le problème semble les dépasser, presque au bout de leur intelligence. Ainsi, l'Etat d'urgence aura montré ses limites, et la sécurité doit retourner aux mains de ceux qui en ont la science : les militaires !

Manquant de courage pour ses idées, le ministre ne peut avoir que trop de confusion dans ses paroles, notamment lorsqu'il dit que personne ne peut «leur faire changer leur mode de vie», lorsqu'il ne peut définir ce «personne». De qui parle-t-il ? Peut-il avoir le courage d'accuser ceux à qui il fait allusion, sans aller au bout de sa logique ? Qui cherche à leur arracher le pouvoir et qu'il ne saurait dire plus explicitement pour permettre à ceux qui l'écoutent d'apprécier la pertinence de ses jugements ? Le Ministre n'a pas le courage de tout dire. Mais on aura compris que des peurs s'installent dans le pouvoir et le régime commence à se fragiliser, atteignant des seuils de vulnérabilité inquiétants pour les régnants.

Le cœur déchiré d'une sœur...

Comment lire et comprendre cette introduction d'une missive écrite avec l'encre des larmes d'une sœur qui rumine des douleurs : «Les gens qui vont mourir vous saluent ! Les parents de ceux qui sont morts vous saluent aussi ! Nous saluons par la même occasion le ministre de l'intérieur, le chef d'état-major, tous ces généraux, et officiers supérieurs que Hassane Djibrilla estimait, et qui n'ont même pas envoyé un sms officiel à sa famille pour annoncer sa mort !». Et on se demande à quoi bon faire carrière dans l'armée lorsqu'on ne peut être traité qu'avec si peu de considération ? Du reste, c'est ce sentiment que donne cette lettre que de millions de Nigériens ont lu, souvent les larmes aux yeux. La rancœur est forte qu'elle ne sent aucune compassion de la part des décideurs dans l'épreuve que leurs familles traversent. Ainsi dira-t-elle, «Nous pleurons Hassane Djibrilla, toute la toile le pleure, mais pas vous». Elle est hors d'elle-même : «En dépit du flou total sur les circonstances de sa mort, voilà que vous l'enterriez en catimini. Nous n'avons reçu aucune information, vous l'aviez enterré sans rien nous dire, même pas un SMS, pour qu'on lui fasse une Fatiha». C'est pathétique. Est-ce ainsi que la Renaissance croit réussir la sécurité du pays ? Peut-être, ne croit-elle plus ni à la foi ni à l'humanité de ces gouvernants, car pour elle, l'on peut croire que les terroristes pourraient être plus humains même dans leur cruauté pour avoir quelque pitié pour les leurs : «Peut-être, dira-t-elle, que les terroristes traitent mieux leurs morts». Mais le frère est parti, à la fleur de l'âge, désormais entre les mains des anges, avec ses compagnons d'infortune. Ils sont partis à jamais. Mais elle râle, rouspète pour prévenir d'autres cas similaires, afin qu'il n'y ait «plus jamais de Hassane Djibrilla».

Madouguize

Pourquoi le Général Salou Djibo a peur d'annoncer sa candidature dès maintenant ?

Le Général Salou Djibo, après le coup d'Etat par lequel, il mettait fin aux ambitions tazartchistes de Tandja Mamadou, toute chose qui le révélait à l'opinion, le sortant de l'anonymat, revient sur la sellette, avec cette fois-ci, non pas par ses exploits guerriers, mais par une mise à la retraite anticipée, qui, apprend-on, serait arrangée à la demande de l'intéressé pour «convenances personnelles». S'il en est ainsi, personne ne pouvait avoir à redire. Cela n'engage que l'intéressé. Mais pour autant, peut-on faire taire tous les bruits que cela suscite depuis des jours ? Non, dès lors qu'il a choisi de se hasarder dans la vie publique, tout geste venant de lui, est interprété, en lien avec les agendas politiques qui se dessinent sur l'échiquier. L'homme discret qu'il fut, par ces courages de ce 18 février 2010, forcément, sera scruté sous les feux de l'actualité pour mieux comprendre la vie qui est la sienne, hors du champ militaire depuis qu'une retraite l'en sort et hors de la vie publique, depuis qu'avoir passé le témoin à Issoufou Mahamadou, il est resté loin des arcanes du pouvoir. Certainement par précaution.

Sauf que bien d'indices, autorisent certaines lectures et certaines spéculations autour de son avenir, et notamment d'un avenir politique. L'on sait que bien d'acteurs qui seraient de son camp, sont dans le système, occupant des espaces de responsabilité importantes, presque inamovibles, depuis huit ans, sinon plus. Est-ce gratuit ?

Rappelons des faits...

C'est la transition conduite par le Général Salou Djibo qui avait installé les socialistes au pouvoir. Ce choix s'expliquerait par le fait, redoutant d'avoir à faire face à un régime qu'il défaisait au bout des armes, Salou Djibo auraient des raisons de redouter de laisser le parti de Tandja, revenir au pouvoir. Pour ces appréhensions légitimes il lui fallait un autre, capable de le mettre à l'abri d'éventuelles poursuites que des projets vengeresses pouvaient commander de la part de personnes qui lui en voudraient de les avoir bousculés. Ainsi, justifiait-on, peut-être aussi avec d'autres preuves qui ne peuvent pas à ce stade être révélées au grand public, un deal qui le lierait à

ceux dont il est le bienfaiteur et qui auraient le devoir moral, de lui retourner l'ascenseur. Est-ce seulement des spéculations pour nuire à une potentielle candidature, toute chose qui ferait de ces révélations de l'ordre de ce qui est de la politique politicienne, ou un réel commerce étouffé par des révélations fracassantes avant qu'il ne prenne forme ? Mais passons.

L'annonce de la retraite anticipée du Général est venue raviver le débat, car pour bien d'analystes, à deux ans de distance des élections générales prochaines, la précaution administrative, pourrait justifier l'existence du deal et les ambitions politiques de l'homme du 18 février 2010 qui a eu quelques appétit pour le pouvoir, pour rêver revenir et vivre des bonheurs inassouvis qu'un climat politique et militaire délétère lui ne avait pas permis de savourer à satiété, jusqu'à la lie.

Et ça faut grand bruit. Dans les salons feutrés de la capitale et dans les bureaux, dans les marchés et dans les fadas, dans les villes et dans les campagnes. Et l'on fait des rapprochements, en référence avec les mêmes types d'arrangements qu'on avait observés au Mali en d'autres temps. Pour arrêter les débats qui s'enflamment, le Général a poussé son porte-parole qui devrait désormais répondre de tout ce qui le concerne, pour apporter des éclaircissements aux motivations personnelles et volontaires de sa retraite et démentir par la même occasion tout deal qu'il aurait avec les autorités actuelles, mettant au défi ceux qui divulguent l'information à apporter les preuves de leurs allégations. Mais posons-nous cette question : peut-il sensément venir pour dire que c'est vrai, notamment qu'un deal existe bel et bien entre lui et le président Issoufou ? Alors, ne ferions pas attention à ce que Hama Hamadou est venu raconter, non pas parce qu'il ne dirait pas une vérité, mais parce que ce qu'il a dit est insuffisant à taire, dans le contexte actuel, les spéculations sur ses ambitions politiques. La retraite anticipée de son mentor étant forcément, dans le débat qui fait rage, un élément du puzzle.

C'est d'ailleurs, la fin de la communication qui fait douter du reste de ce qui a été servi comme vérité



à «transplanter artificiellement» dans le débat. En effet, lorsque parlant de ses ambitions, faisant allusion à ses droits civiques qui l'en autorisent, il dit, sans se déterminer aujourd'hui, qu'il avisera en temps opportun, l'on ne peut que douter du reste du blabla servi. Pourquoi jouer sur des suspenses ? Dès lors, l'on se demande si cette petite communication ne vise pas qu'à taire le débat aujourd'hui, et profiter d'un moment plus propice pour revenir à la charge. On comprend donc – et c'est l'essentiel – que le général Salou Djibo, ne sait pas encore s'il va se présenter aux prochaines

présidentielles parce qu'il pourrait douter de lui et de son étoile, ou parce qu'il veut, pour le moment, cacher ses intentions aux Nigériens, lorsqu'on sait que le deal révélé, lui cause quelque gêne. Pour quelle stratégie ? On finira par le savoir, car il ne peut rester plus longtemps en embuscade et qu'il sera bien obligé de sortir des bois pour vivre son aventure. Pour l'instant celui qui doit servir d'interface entre le Général retraité, les Nigériens et la presse, ne convainc pas.

Déjà au Pnds, il joue au trouble-fête car, depuis la révélation de sa retraite anticipée, dans la logique du deal que l'on évoquait depuis des années déjà, un candidat couronné, est dans le doute, vivant certainement le sentiment de la trahison, lacéré dans son âme, terré dans ses doutes et ses inquiétudes, et revivant en différé le comportement qui a été le sien pour blesser un autre et faire en même temps plaisir à un mentor qui les utilisait. 2021 s'annonce avec mille et une inconnues. Sommes-nous aux portes d'un désordre ?

Gobandy

Moussaabaka du Sultanat de Dosso

PRIX IMAM HAROUNA

la jeunesse Dossolaise c'est aussi le coran

Moussaabaka du Sultanat de Dosso

PRIX IMAM HAROUNA

A la MJC de DOSSO du 25 au 26 MAI 2019

Mnsd Nassara

Le jeu de l'équilibrisme ?

Depuis que le Mnsd Nassara est tombé, par les contingences de l'histoire politique, entre les mains d'un homme qui est étranger à son histoire et à son parcours, il ne connaît que décrépitude, allant de déboire en déboire, de déchéance en déchéance. Dans ces nouvelles aventures, le parti a connu plusieurs fissures, sous l'instigation savante de socialistes qui avaient compris que jamais ils ne pouvaient s'emparer du pouvoir, tant que le parti de Tandja Mamadou pouvait rester soudé tout en stabilisant la situation politique d'un pays qui n'a connu que soubresauts depuis qu'il est entré en démocratie. Ils réussirent à séparer de vieux compagnons politiques, laissant naître aux flancs du parti, le Moden/Fa Lumana que bâtissaient alors Hama Amadou et ses partisans. Le parti partit avec l'essence du Baobab auquel il arrachait bien de ses fiefs, bien de ses cadres compétents et intègres. Et petit à petit, «l'arbre géant» se meurt, perdant ses allures imposantes dans une savane politique devenue triste.

Pour bien d'analystes, il ne peut en être autrement lorsque le parti devrait être managé par un homme sans carrure et dont le profil reste plus attaché à un destin d'opérateur économique qui ne raisonne que par les calculs et les bénéfices, mais qui ne put faire prospérer son négoce, faut de talent à une époque où, pourtant, il avait le monopole de la papeterie, produisant cahiers pour l'Education nationale. Comment un homme qui n'a pas pu faire marcher une boîte de cette envergure dans un tel espace propice, peut-il faire fonctionner une grosse machine comme le Mnsd, et plus loin tout un pays ? De ce point de vue, il est loisible de comprendre que la déchéance d'un parti qui tâtonne et doute, manquant cruellement de leadership, est inévitable avec un tel dirigeant dont la qualité serait une religiosité que donnait une apparence trompeuse. Combien de frustrés voit-on aujourd'hui dans le parti et qui vivent à sa lisière, le Chef ne pouvant s'accommoder de leurs humeurs. Aujourd'hui, les quelques cadres qui avaient accepté de faire partie de cette aventure, dans leur silence vivent le remord de leur choix, nostalgique d'une époque où le parti s'imposait et imprimait sa marche dans le gotha des partis qui comptent sur l'échiquier. Au commencement, il y avait l'errance du Tazartché où, ayant été induit en erreur pour ne pas parrainer la candidature de Hama Amadou, son dauphin naturel, Tandja qui n'avait pas été préparé à cette éventualité comme à celle de faciliter l'arrivée au pouvoir des socialistes, voulait en réalité, non pas finir des chantiers ainsi que cela avait été rapporté pour justifier le

projet controversé de continuation, mais pour voir clair et profiter des trois années demandées comme bonus, pour préparer un autre pouvant lui succéder. Il n'en fallait pas plus, après que les socialistes se seraient rendu compte qu'ils peuvent manipuler Tandja, car Tandja même était favorable à leur projet. Pour revenir à la charge, se dressant contre le «Vieux», et liant, ainsi que le leur imposait la conjoncture, amitié avec celui qu'ils pourfendaient naguère. Ainsi Hama Amadou devint leur allié dans les nouveaux combats jusqu'à ce que, profitant de son assise politique, ensemble, ils prennent le pouvoir, pour finalement le frustrer et l'en sortir.

Après que le Pnds Tarayya ait remporté les élections de 2011, le Mnsd et son leader Seyni Oumarou, jouèrent, non sans détermination, leur rôle d'opposants, dénonçant les travers d'un régime qu'ils pouvaient d'ailleurs assimiler à une gestion «satanique». Mais l'adversité était beaucoup plus forte avec le Moden/Fa Lumana, le parti de Hama Amadou depuis que, pour des convenances objectives et courageuses, il décida de se démarquer de la gestion Guri. Evoluant ensemble dans le cadre de la COPA 2016, les Lumanistes étaient loin de s'imaginer que leur allié qu'une circonstance leur ramenait, pouvait en catimini commercer avec le pouvoir. Dans le fait, c'était des calculs qui le rapprochaient du parti de son vieil ami qu'il pouvait sacrifier pour des ambitions personnelles. Au cœur de harcèlement judiciaire dont l'iniquité était connue de tous, l'avenir de Hama Amadou, dans le schéma des camarades, devrait être des plus incertains, et un autre, mu par ses petits calculs, pouvait croire qu'il pouvait lier une nouvelle amitié intéressée, pour espérer profiter de la sympathie des militants du parti de Hama Amadou, si jamais, sa candidature, venait à être invalidée. Mais, le calcul ne marcha pas. Les uns et les autres, avaient ainsi pu remarquer que depuis qu'au premier tour, les résultats révélés, donnaient Hama Amadou comme challenger du président sortant, le Mnsd Nassara et son leader, affichaient un profil bas, traduisant par leur manque de motivation, leur désintérêt pour la nouvelle affiche qui voudrait que dans le principe, ils soutiennent le candidat de l'Opposition.

Duplicité...

L'allié commençait à traîner les pas. Il finit par prendre langue avec le pouvoir, nuitamment, et au grand jour, il regagna son frère ennemi, le MPR Jamhuriya, plus lucide et plus conséquent, parti plus tôt à la mangeoire. Des hommes et des femmes qui ne pouvaient transcender leur divergences, se retrouvaient autour de la gamelle des



Renaissants, taisant chacun ses rancœurs, pour communier dans l'hypocrisie et avoir sa part de festin au carnaval de la Renaissance. Très vite d'ailleurs, le Mnsd et le monde qu'il convoyait aux ripailles de «Satan», finit par se désillusionner pour comprendre que si un autre pouvait le marchander pour copiner avec lui, il reste que bien de ténors n'appréciaient pas dans le sérail du pouvoir, son parasitage, son «atterrissage alimentaire» au Guriland. Très vite, il sort de la MRN, poussé à la porte par d'autres parasites qui ne supportent pas son intrusion, pour créer au flanc du système, un pôle politique qui dit, pour avoir sa part de gâteau, soutenir les «actions du président Issoufou», non la MRN. L'on savait alors depuis cette époque, que le Mnsd avait compris qu'il n'était pas la bienvenue, mais puisque par une déclaration qui déchirait le parti et sa ligne, il avait choisi de s'en aller vivre ses noces avec le Pnds Tarayya et sa «gouvernance satanique», il n'y avait plus qu'à s'assumer : il était difficile de faire

Suite page 8

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIE D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication

Arouna Yacouba
94.95.75.33

Directeur Commercial

Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1000 Exemplaires sur
les presses de DARCYS

marche arrière. L'honneur des hommes, déjà sévèrement égratigné, était en jeu ! On peut d'ailleurs imaginer l'inconfort dans lequel le Mnsd se retrouvait dans la vie de ses nouvelles amours, non sans subir, fréquemment, humiliation et déconsidération.

Depuis des jours, observant le processus électoral qui semble se planter, le parti de Seyni Oumarou, revit de nouveaux doutes. Après les incompréhensions nées de son choix de l'aventure avec le Pnds qu'il torpillait il n'y a pas si longtemps, un choix cornélien s'offre à Seyni Oumarou : continuer, tout en compromettant ses propres ambitions, presque dans la turpitude, à soutenir aveuglément un système surtout quand Issoufou qu'on soutient, ne devrait plus être de la course ? Ou bien, faut-il, avoir le courage de prendre place dans le débat qui se tient dans le pays, pour se déterminer, pour défendre un honneur et une survie politique, et surtout pour reconforter des militants devenus tristes par les nouvelles prostitutions du parti ? Depuis des mois, les discours que l'on a souvent entendus du Mnsd Nassara, depuis son congrès, et souvent bien avant dans les allées de la vie, et jusqu'à la dernière sortie de son porte-parole, Ousseini Salatou, l'on ne peut voir que confusion dans le discours que tient le parti de Seyni Oumarou.

Au Congrès, qui n'avait pas entendu ce discours audacieux du président du Mnsd pour s'affranchir de certains lieux communs, et dire avec plus de liberté, l'opinion qu'il a de la gouvernance et surtout du processus électoral, appelant, non sans courage politique, à l'élaboration d'un code électoral consensuel, ce qui n'a pas manqué de surprendre plus d'un observateur. Ils étaient d'ailleurs nombreux à penser que pour avoir osé ces vérités qui fâchent, Seyni devrait être chassé du gouvernement, et avec lui, tous ceux qui, l'accompagnant dans son aventure, occupent quelques espaces dans la gestion du pouvoir. Mais, visiblement, la Renaissance elle-même a trop peur ces derniers temps et hésite à congédier des partis et des hommes qui l'accompagnent, souvent sans réelle conviction. Dans la conscience de l'usure du pouvoir qui présage de ses vulnérabilités nouvelle, la Renaissance vit de nouvelles peurs.

En fin de semaine, c'est Ousseini Salatou qui sort pour communiquer, pour apprécier la situation sociopolitique du pays. S'il trahit quelque peu le discours de Seyni Oumarou qui demandait à Tahoua de la part du régime, de créer les conditions pour tenir des élections apaisées, avec d'abord, l'adoption d'un code électoral consensuel, en prétendant que le code dans sa mouture actuelle les satisfait alors même qu'il sait que tous les pôles de l'Opposition, n'y avaient pas participé. Or, les élections, on ne les organise pas pour un camp, mais pour tous les partis et pour tous les nigériens depuis la conférence nationale, nous avons fait le

choix du multipartisme intégral.

Tout de même, l'on peut entendre dans ce que dit le Président de Labizé, quelque amertume. L'APR, appréhende le processus qui se mène en solo, avec beaucoup de doute. Le processus ne rassure pas et il y a de quoi s'en inquiéter. Faut-il seulement se limiter à ces sorties sporadiques, pour exprimer quelques appréhensions, sans avoir le courage de ses opinions ?

Fautif...

Le Mnsd se trahit, il trahit le Niger et les Nigériens, en tenant certaines critiques et en exprimant des préoccupations largement partagées, sans être capable d'aller au bout de ses idées. A quoi sert-il de critiquer, d'émettre des réserves, tout en continuant à manger avec le système que l'on met au pilori ? En adoptant cette posture mi-figue, mi-raisin, pour plaire à l'opposition politique et surtout à des militants qui évoluent en marge du parti depuis qu'ils étaient en désaccord, relativement à la position prise par le directoire du parti, et pour ne pas offusquer un partenaire qui sert la louche pour manger avec lui, le Mnsd Nassara est dans une attitude qui ne peut l'honorer, ternissant son image déjà mal en point.

Le parti de Seyni Oumarou auquel, les Nigériens n'ont plus que peu de sympathie pour ses inconduites qui ne laissent aucune marge à ses manœuvres, n'a plus que le choix de la grandeur et de l'honneur pour arrêter d'être l'appendice d'un autre parti pour s'assumer et jouer pleinement son rôle dans l'échiquier politique. Le Mnsd peut valoir mieux que cette attitude qui frise la veulerie pour vivre honorablement, ainsi qu'il avait su le faire depuis des années.

Dans ce qu'avait dit Ousseini Salatou, il y avait des colères et pour la qualité et la viabilité de la démocratie nigérienne, pour la stabilité surtout du pays, il y avait à prendre courageusement position. Aujourd'hui seulement, la Renaissance peut se rendre compte qu'elle est allée loin et qu'aujourd'hui, elle gère un pays très fragile, pouvant – n'ayons pas peur de le dire – basculer à tout moment dans des turbulences. Il ne s'agit plus de critiquer seulement, mais d'aller au-delà des discours. Prendre position et s'assumer : tant pis si cela devrait vous coûter votre pitance.

Gobandy

L'élégance, la mode c'est



SORA

Prestige



.Foyer de couture

.Couture : Homme, femme et enfant

.Vente : Prêt à porter







Contact: 00227 94 09 74 94 / 91 11 03 02

Email: ramatoulayeissamossi@gmail.com

Lieu: Bobiel, face école Galaxie. Niamey- Niger